

Accra, Ghana
22 janvier 2026

Communiqué de presse

L'éducation se hisse au troisième rang des priorités des Africains, tandis que les performances des gouvernements sont mitigées, selon le nouveau Profil Panafricain d'Afrobarometer

L'éducation se classe au troisième rang des problèmes les plus importants qui, selon les Africains, nécessitent une attention urgente de la part des gouvernements, passant de la sixième place en 2021/2023, révèle le dernier [Profil Panafricain d'Afrobarometer](#).

Le nouveau rapport, basé sur 50.961 entretiens menés dans le cadre des enquêtes du Round 10 d'Afrobarometer dans 38 pays africains en 2024/2025, montre que seulement la moitié des citoyens sont satisfaits des performances de leur gouvernement en matière d'éducation.

Bien que les jeunes citoyens soient plus instruits que leurs aînés, le niveau d'instruction varie considérablement d'un pays à l'autre et reflète des désavantages persistants pour les femmes, les personnes pauvres et les populations rurales.

Peu de personnes interrogées affirment que les familles privilégient encore l'éducation des garçons à celle des filles, mais près de trois sur 10 indiquent que les écolières sont souvent confrontées à la discrimination, au harcèlement et à des demandes de faveurs sexuelles de la part de leurs enseignants.

L'analyse des données montre également que les Africains attachent une grande importance au droit à l'éducation pour les mères en âge scolaire : Une très large majorité de répondants estiment que les filles qui tombent enceintes ou ont des enfants devraient être autorisées à poursuivre leurs études.

Résultats clés

- En moyenne, à travers 38 pays, l'éducation se classe troisième sur la liste des problèmes les plus importants que les Africains devraient résoudre, contre la sixième place en 2021/2023 (Figure 1).
 - L'éducation est étroitement liée à l'augmentation du coût de la vie, aux infrastructures/routes et à l'approvisionnement en eau, juste après la santé et le chômage.
- Seulement la moitié (49%) des répondants estiment que leur gouvernement obtient des résultats « plutôt bons » ou « très bons » en matière d'éducation, tandis que l'autre moitié (49%) attribuent une mauvaise note à leurs dirigeants (Figure 2).
 - Dans certains pays, les évaluations sont très favorables, notamment en Zambie (84%) et en Tanzanie (81%). En revanche, moins d'un tiers des citoyens estiment que leur gouvernement fait du bon travail en matière d'éducation en Angola (29%), au Tchad (28%), au Nigéria (24%) et au Congo-Brazzaville (22%).
- Près de deux adultes sur 10 (18%) ont fait des études post-secondaires, tandis qu'une proportion similaire (16%) déclarent n'avoir reçu aucune instruction formelle. La plus grande proportion des répondants (39%) indiquent avoir un niveau d'études secondaires, tandis que 26% ont un niveau d'études primaires (Figure 3).

- Le niveau d'instruction varie selon les groupes démographiques, ce qui reflète les désavantages rencontrés par les femmes, les personnes pauvres et les habitants des zones rurales. Les jeunes africains sont plus instruits que leurs aînés.
- Seulement 13% des répondants déclarent que les filles sont « souvent » ou « toujours » empêchées d'aller à l'école parce que leurs familles privilégient l'éducation des garçons, bien que ce chiffre atteigne 27% au Malawi et 28% au Cameroun (Figure 4).
- Près de trois citoyens sur 10 (27%) affirment que les écolières/étudiantes sont « souvent » ou « toujours » victimes de discrimination, de harcèlement ou de harcèlement sexuel de la part des enseignants.
 - Mais il existe une énorme variation selon les pays : Sept Gabonais sur 10 (71%) et plus de la moitié (55%) des Camerounais déclarent que les écolières/étudiantes subissent fréquemment ce type de traitement, tandis que moins d'un sur 10 disent la même chose à Madagascar (9%) et à Maurice (2%) (Figure 5).
- Les citoyens sont très largement favorables (81%) à ce que les filles enceintes ou ayant des enfants puissent poursuivre leurs études, dont 43% qui sont « tout à fait d'accord » avec cette idée (Figure 6).

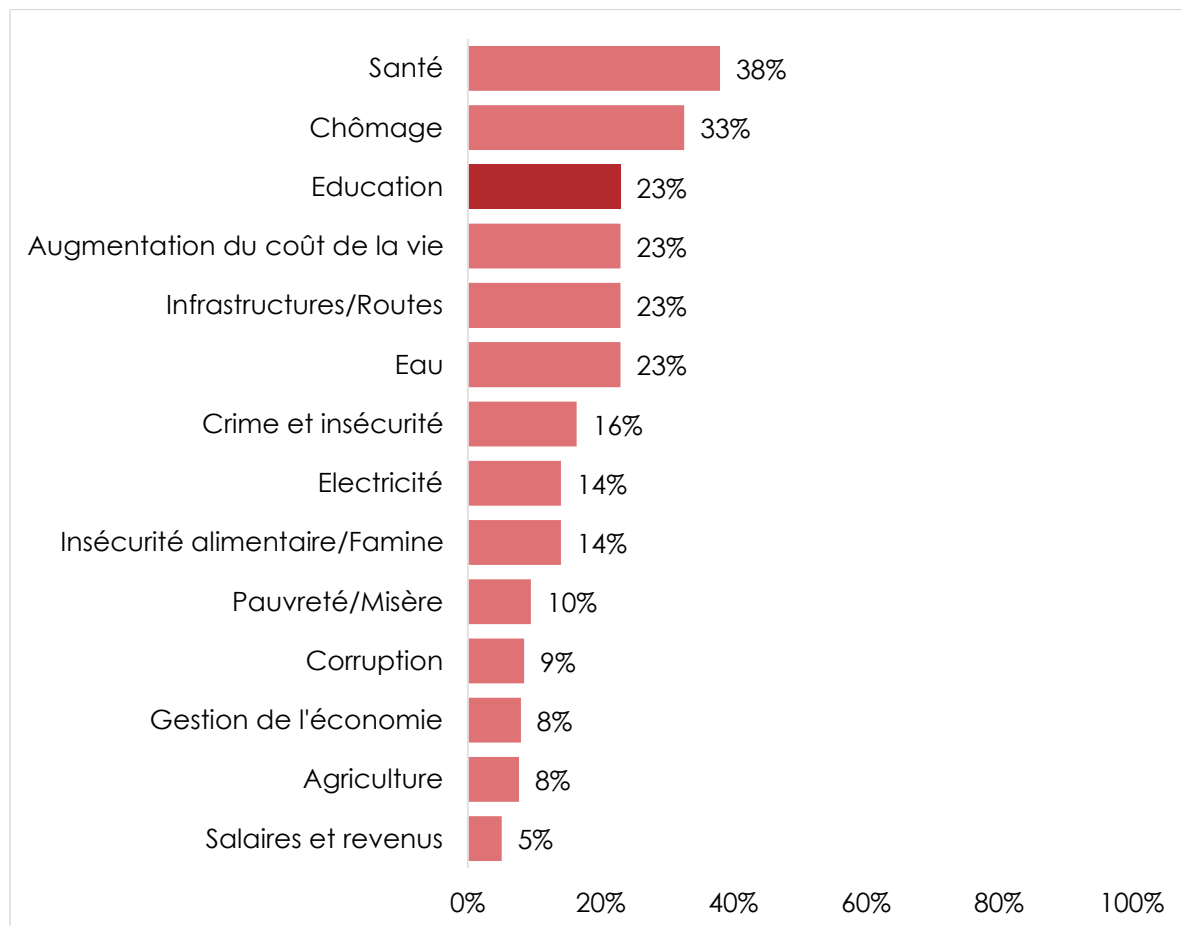
L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Dix rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 45 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 (2024/2025) couvrent 38 pays.

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer réalisent des entretiens face-à-face dans la langue du répondant. Des échantillons nationaux de 1.200 à 2.400 donnent des résultats au niveau national avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

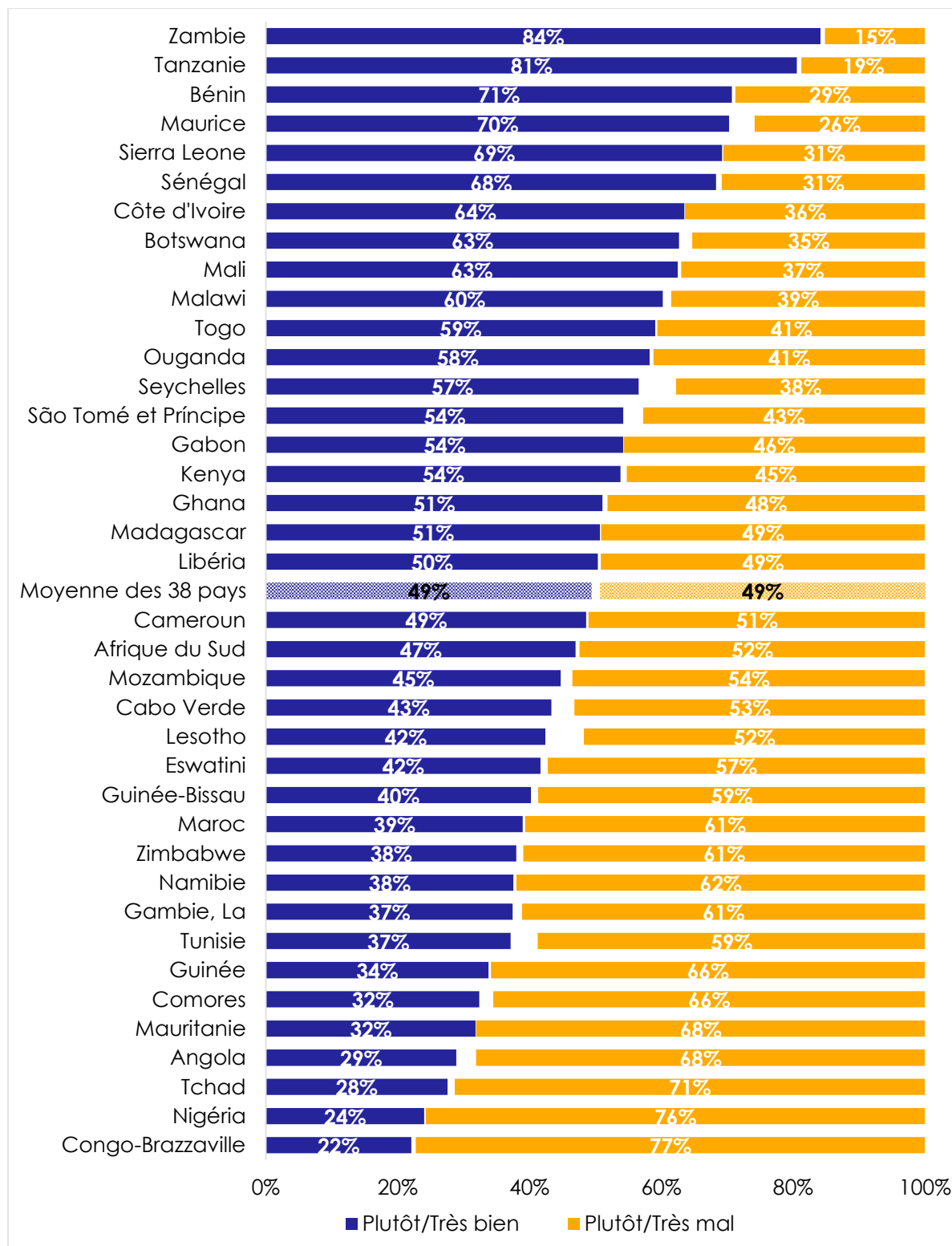
Figures

Figure 1 : Plus importants problèmes | 38 pays | 2024/2025



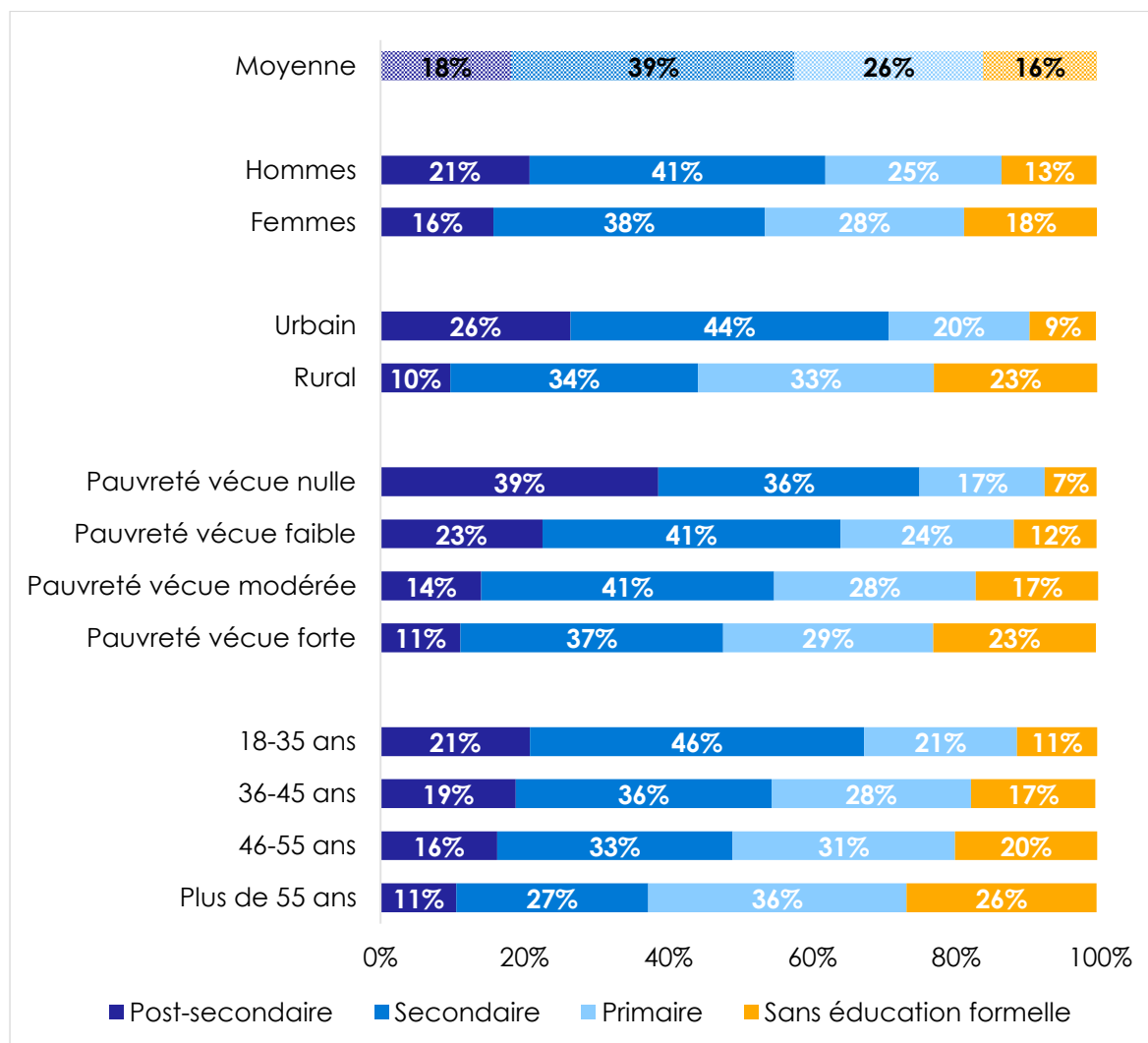
Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne ; la figure montre le pourcentage de répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)

Figure 2 : Performance du gouvernement en matière d'éducation | 38 pays
 | 2024/2025



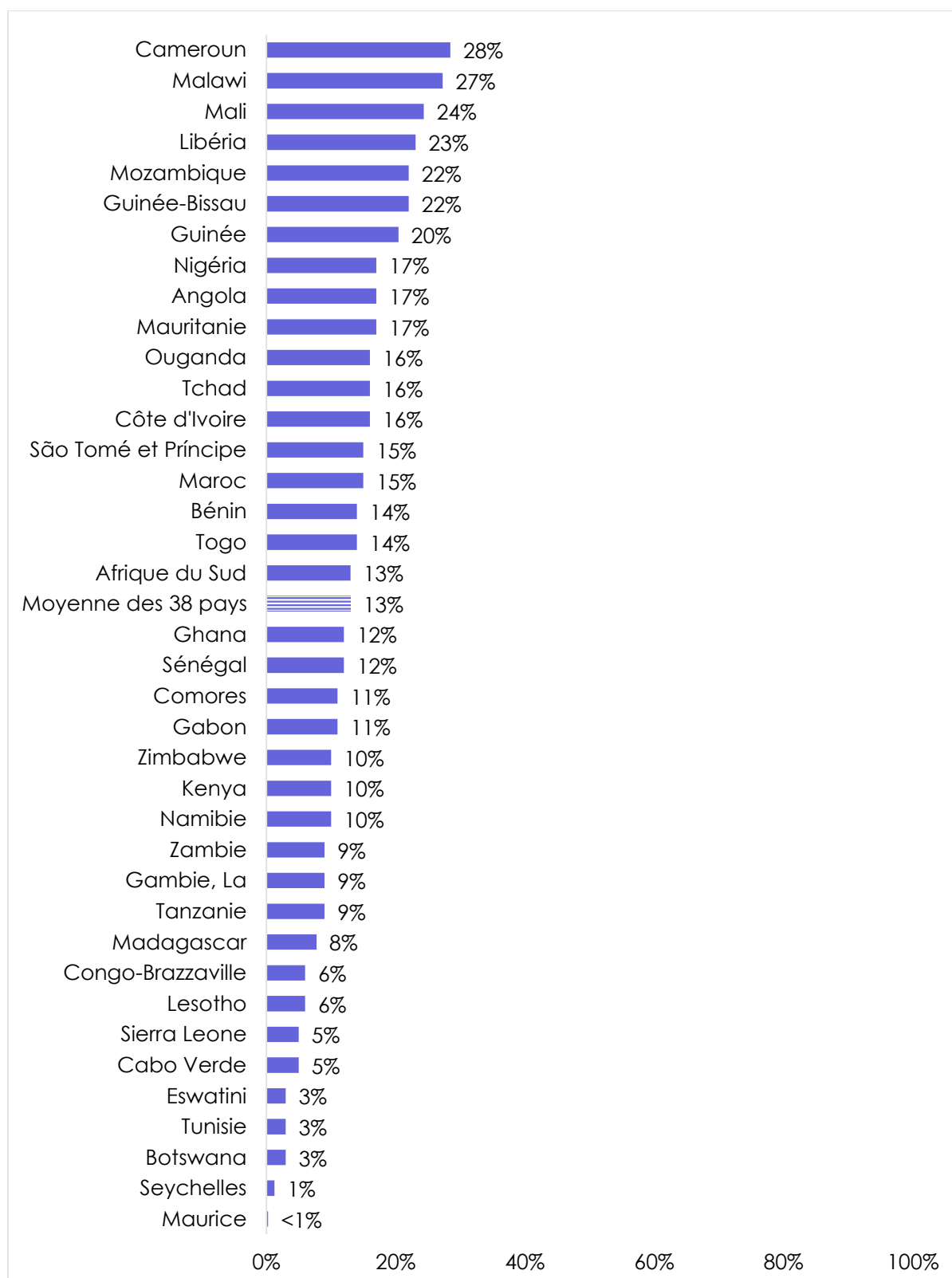
Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la satisfaction des besoins en éducation, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 3 : Niveau d'éducation | par groupe démographique | 38 pays | 2024/2025



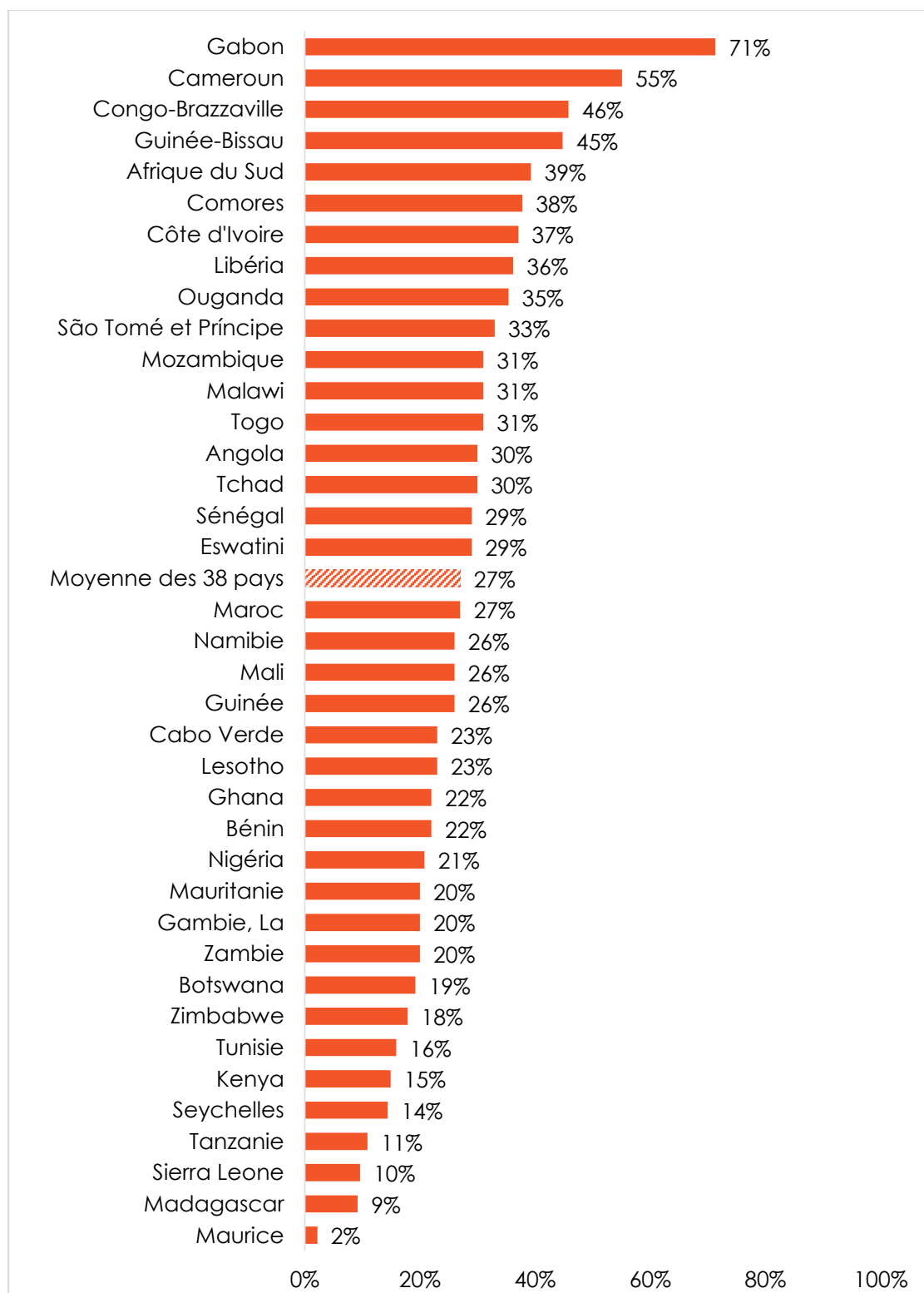
Question posée aux répondants : *Quel est votre plus haut niveau d'éducation ?*

Figure 4 : Les filles sont empêchées d'aller à l'école | 38 pays | 2024/2025



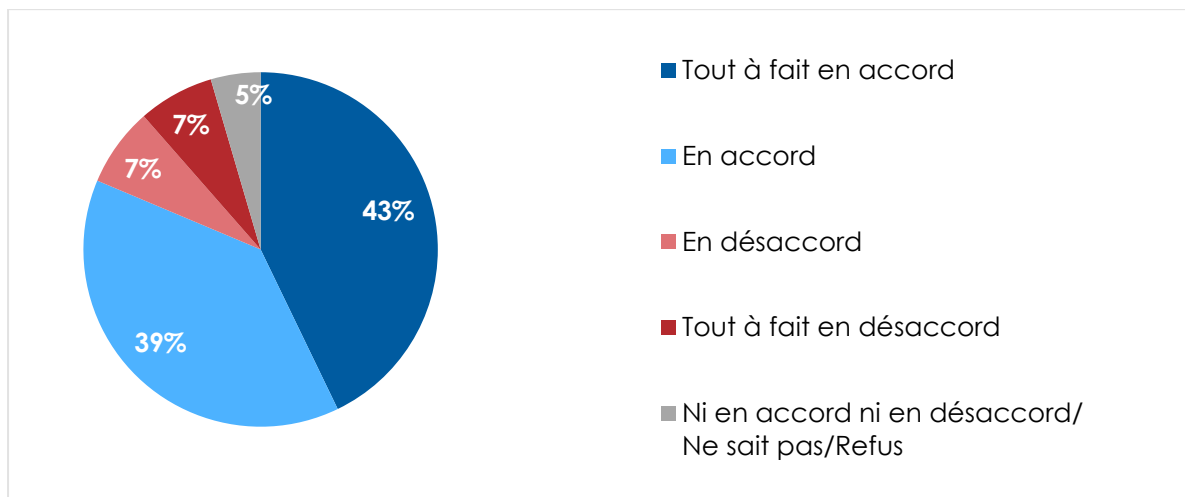
Question posée aux répondants : Quelle est la fréquence des événements suivants dans votre communauté : Les filles sont empêchées d'aller à l'école parce que leur famille donne la priorité à l'éducation des garçons ? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)

Figure 5 : Discrimination et harcèlement des filles à l'école | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : Quelle est la fréquence des événements suivants dans votre communauté : Les élèves filles ou étudiantes sont victimes de discrimination, de harcèlement ou de demandes de faveurs sexuelles de la part de leurs enseignants ? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)

Figure 6 : Les filles qui tombent enceintes devraient être autorisées à continuer l'école | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord : Les filles devraient être autorisées à poursuivre leur scolarité même si elles tombent enceintes ou ont des enfants.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Hassana Diallo
 Chargé des communications d'Afrobarometer pour l'Afrique francophone
 Téléphone : +221 77 713 72 53
 Email : hdiallo@afrobarometer.org

Visitez-nous sur www.afrobarometer.org.

Suivez #VoicesAfrica.

